

# Les fonds européens ont attiré pour 4,7 milliards de projets

La Région wallonne doit faire le tri. Les 2,5 milliards qu'elle dispose pour sa relance ne suffiront pas pour financer les 2.061 projets enregistrés.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

**P**armi les grands dossiers qui attendent le prochain gouvernement wallon, la répartition des fonds structurels européens est d'ores et déjà annoncée comme un moment crucial. D'abord parce que les fonds qui seront mobilisés par l'Europe dans le cadre de la relance de l'économie du sud du pays et en particulier de la province du Hainaut ne seront pas indéfiniment renouvelés, ou du moins pas dans une telle ampleur. Un petit exemple... Alors qu'entre 2007 et 2013, la Wallonie avait bénéficié de 2,876 milliards d'euros, la nouvelle programmation européenne s'est réduite pour totaliser 2,5 milliards. Ce montant comprend 1,1 milliard en provenance de l'Europe et 1,4 milliard que la Région wallonne mobilise en parallèle. Le gouvernement devra par ailleurs éviter de miser sur les mauvais chevaux!

Le prochain gouvernement devra donc éviter de tomber dans les dérives comme se fut déjà le cas par le passé. Le cabinet du ministre-président Rudy Demotte a d'ailleurs averti il y a quelques mois qu'il n'était pas question de signer un chèque en blanc ou de retomber dans les vieux fantasmes du saupoudrage politique. Voilà, le cas échéant, son successeur averti.

## 2061 projets

Le travail qui attend les différents experts est celui d'une fourmi. Leur rôle: faire le tri parmi les centaines de projets reçus. Les demandes de financement ont été rentrées par des intercommunales, des villes, des universités ou des entreprises privées. C'est le 15 mai dernier que la Région wallonne a bouclé

la phase d'appel à projets. Au total, le cabinet de Rudy Demotte a reçu 2.061 projets. «Ce nombre est impressionnant mais c'est relativement équivalent à ce que nous avons reçu au début de la dernière programmation», explique le cabinet Demotte. Reste qu'en l'état, tout n'est pas finançable. L'ensemble des projets représentent une demande globale de 4,750 milliards d'euros. C'est beaucoup trop au regard de l'enveloppe de 2,5 milliards d'euros mise à la disposition de la Région wallonne. L'heure est donc aux choix. L'administration a été appelée à rédiger des fiches d'analyse pour chaque projet. Les fonctionnaires doivent notamment s'interroger sur leur faisabilité.

Dans un deuxième temps, les analyses de l'administration seront transmises à une «Task Force» mise récemment sur pied par le gouvernement sortant. Ses premiers travaux sont prévus début juin et, dès le 1<sup>er</sup> juillet, ce jury composé de 12 experts se réunira tous les mardis. Leur rapport final est prévu pour le mois d'octobre. «Elle devra opérer un travail de sélection objectif des projets qui ont été déposés», précise le cabinet Demotte. Parmi les 12 experts, on trouve Vincent Yzerbit (UCL), Eric Domb (Pairi Daiza), Marcel Miller (Alstom), Jean-Marie Dujardin (ULGHEC), Martine Durez (UMons). Le patron de RTL TVI, Philippe Delusinne, a également été appelé à donner son avis. Homme des médias mais également administrateur indépendant chez CFE, Philippe Delusinne livre un léger aperçu du travail qui attend les experts. «Il faut évaluer les projets en se demandant ce que

cela peut apporter pour l'économie wallonne. Cette grille de lecture est primordiale. Différents angles doivent être pris en compte: que peut ap-

porter ce projet au niveau de l'emploi, au niveau de l'écologie. La dimension géographique est également un élément important. Forcément, nous devons choisir.»

## Liberté des experts

D'après la procédure d'évaluation mise sur pied, les experts bénéficieront d'une grande liberté. «Le gouvernement a décidé d'objectiver la procédure. Le prochain exécutif wallon devra suivre à 95% les avis rendus par la Task Force», confirme encore le cabinet Demotte.

Les experts sont néanmoins appelés à suivre une grille de lecture et à veiller à ce que les projets sélectionnés s'intègrent dans la stratégie mise en place par le gouvernement sortant. En gros, le principal objectif que s'est fixé la Région est d'arriver à passer du stade de la PME à la multinationale. La Région se donne déjà comme ambition d'arriver à créer 26.000 postes d'ici 2020.

Le soutien public prendra différentes formes: prise de participations ou octroi de crédit, requalification de zones d'activité économique et mise à disposition de services aux entreprises.

Sur le plan géographique, si Charleroi et Liège bénéficieront d'une attention particulière en tant que métropoles situées dans les zones en déclin post-industriel, les pôles urbains transfrontaliers (Arlon, Tournai et Mouscron) et Namur, en tant que capitale de la Wallonie, auront également droit à une part du gâteau.

Une des clés qui dictera l'attribution des fonds dans les centres urbains réside dans la revitalisation du centre des villes, la restauration du patrimoine, l'attractivité touristique et commerciale.

## ÉPINGLÉ HUGO LEBLUD

### Le Brabant wallon, pour la toute première fois!

Il aura donc fallu attendre la 5<sup>ème</sup> programmation européenne FEDER/FSE (Fonds européen de développement régional/Fonds social européen) pour que le territoire de l'arrondissement de Nivelles puisse enfin prétendre à la manne européenne.

Satisfaction évidemment générale en Brabant wallon, même si le montant alloué sur la période est as-

sez dérisoire, l'enveloppe wallo-européenne n'excédant pas en effet les... 82,6 millions d'euros.

Rappelons que pour le reste de Wallonie, le montant culmine au-delà du milliard d'euros!

Dans ce contexte financier particulièrement restrictif, la ville de Braine-l'Alleud s'est singularisée en déposant de multiples portefeuilles et projets (261 pages) pour un montant total de 43,3 millions.

«Nous voulons, à travers ces projets, améliorer les infrastructures d'accueil des entreprises pour qu'elles créent au minimum 2.000 emplois nouveaux sur l'entité», souligne le bourgmestre Vincent Scourneau (MR). Il s'agit d'une vision de redéploiement «co-

hérente et structurée pour toute cette région puisque pas moins de 25 partenaires sont associés à nos projets» relève encore le maieur brainois.

Avec la trentaine de projets déposés par l'UCL pour près de 50 millions d'euros et ceux de la Province du Brabant wallon en tant que telle (pour 13 millions), sans parler d'autres opérateurs publics ou privés à ce jour encore non identifiés, les moyens demandés, on l'aura compris, dépassent très largement l'enveloppe disponible.

C'est dire les déçus que feront les arbitrages début janvier 2015...

«L'important pour Braine-l'Alleud est d'avoir initié une dynamique de travail façonnée aussi aux normes et exigences européennes» conclut le bourgmestre libéral.

## PROGRAMMATION 2014-2020

# Quelques projets qui sortent (un peu) de l'ordinaire dans le Hainaut

Dans la Province du Hainaut (37% de la population wallonne), les intercommunales de développement et d'aménagement ou encore les (grandes) villes, ont, à travers le contenu des portefeuilles et projets rentrés, sans conteste privilégié la continuité.

Il est vrai que tous ces opérateurs publics connaissent, depuis le milieu des années nonante, la mécanique des financements européens et donc des techniques les plus appropriées pour élarger, soit au FEDER (Fonds européen de développement régional), soit au FSE (Fonds social européen).

Il s'agissait, pour la programmation 2014-2020, de s'inscrire dans les nouveaux axes stratégiques déterminés par le gouvernement wallon sortant, quitte parfois à «forcer», voire quelque peu «maquiller» les dossiers pour tenter l'éligibilité!

Inimaginable de détailler ici les centaines de portefeuilles et projets déposés récemment au gouvernement wallon. Épinglons plutôt quelques dossiers qui sortent (un peu) de l'ordinaire.

En tant qu'institution, la **Province du Hainaut**, en partenariat avec la Ville de La Louvière, défend un projet d'acquisition de... bateaux électriques pour le Canal historique du Centre. De petits bateaux qui se loueraient sans permis, au départ de la Cantine des Italiens (Houdeng) et qui circuleraient entre le bief de l'ascenseur n°1 et

le pont tournant d'Houdeng-Aimeries. Si tant est que la Région lève la menace de... fermeture de ce bras d'eau, faute de moyens pour l'entretenir!

**La Louvière**, 5<sup>ème</sup> ville de Wallonie, n'a pas hésité à déposer 57 projets (13 portefeuilles) pour un montant total de 165 millions EUR.

De quoi reconfigurer plusieurs quartiers balafrés il est vrai par des friches industrielles abandonnées.

Parmi les dossiers louviérois, on épinglera la création d'un espace pour former aux métiers de la TV et du cinéma, l'aménagement d'un lieu pour l'accueil des «mobile-homes» dans une optique de «tourisme social» ou encore la valorisation des étangs de Strépy. Sans oublier le projet «Jard'Hainiers» afin d'organiser des circuits courts d'approvisionnement en produits bio ou de terroir.

**Charleroi** a déposé seize fiches, toutes pour de la requalification urbaine, cette fois au bénéfice de la ville haute et de sa partie nord-ouest. Le bourgmestre Paul Magnette s'est refusé à avancer le moindre chiffre.

Les chantiers annoncés sont colossaux il est vrai avec, pour nous limiter à ces trois cas, les rénovations de mastodontes comme le Palais des Expositions ou encore celui des Beaux-Arts, sans oublier la création d'un nou-

veau Centre de Congrès!

À **Mons** aussi, la priorité absolue a été donnée à la redynamisation commerciale du centre-ville sans conteste en bien piteux état.

Pas moins de cinquante fiches ont été déposées dont un projet, assez singulier, d'«invest commercial pour le financement des commerces», sans autre précision. Pour le reste, on espère à Mons refaire tout ou à peu près dans le centre-ville (parcs, musées, squares, etc.)

**En Hainaut occidental** (ou zone WAPI pour **Wallonie Picarde**), **Mouscron** souhaite implanter des mini-éoliennes sur le toit de ses bâtiments communaux.

L'intercommunale IDETA (WAPI) entend poursuivre la mise en place d'un réseau de bornes électriques publiques sur son territoire (accès gratuit pour l'utilisateur «dans un premier temps») avec un objectif de 100 bornes en fonctionnement d'ici la fin 2015 (20 aujourd'hui).

La région contiguë du Nord-Pas de Calais disposera d'un réseau de 2.500 bornes fin 2016.

À l'intercommunale **Igretec (Charleroi et Sud Hainaut)**, les projets déposés culminent à 150 millions.

À l'**Idea (Mons-Borinage-Centre)**, enfin, la direction évoque le chiffre de 300 millions EUR (30 portefeuilles et une centaine de projets), rien que pour les projets où l'intercommunale centro-boraine

est chef de file.

À épinglez ici la valorisation des gaz de houille et des eaux d'anciens sites miniers (avec l'U-Mons) ou encore le coup d'envoi espéré des assainissements du site, fermé l'an dernier, de Duferco à La Louvière ainsi que la multiplication d'«éco-zonings d'excellence». H.L.

# 165 millions

**La Louvière a déposé 57 projets pour un montant total de 165 millions d'euros.**

# 300 millions

**À l'intercommunale IDEA (Mons-Borinage-Centre), la direction évoque le chiffre de 300 millions d'euros, pour une centaine de projets.**